



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)



Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

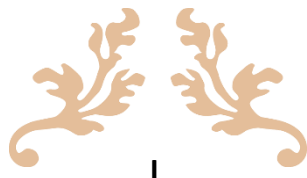
ISSN: 2709-5053

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°016 Mars 2025

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>

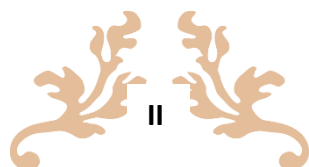


TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :

Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :

CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :

KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Coordonnateur de

Publication : SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO

Zana (Maitre-Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Péleforo Gon Coulibaly, Côte
d'Ivoire),

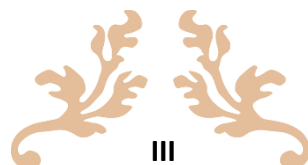
KPALE Boris Claver (Maitre-
Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou
Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire
d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

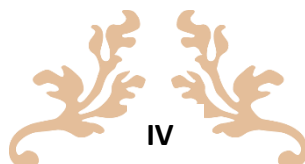
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-BATCHANA Esohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-AKROBOU Agba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-CAMARA Moritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

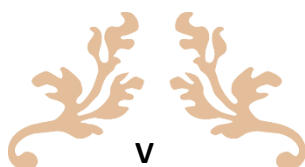
-GUESSAN Benoit, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-N'Guessan Mohamed, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

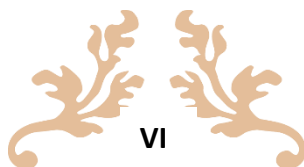
-GOLE Antoine, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-BAMBA Abdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Mahamoudou OUBDA

Analyse des relations franco-africaines telles que perçues par Nobert Zongo à travers le feuilleton de folembray.....9-23

Aristide EDZEGUE MENDAME

La Diplomatie Numérique, nouvel enjeu des relations internationales...24-36

Éric Inespéré KOFFI

Mondialisation Américaine et crise Africaine de la Démocratie.....37-50

Issaka K. SOUARÉ, PhD

Les relations bilatérales entre la Guinée et la France,1958-2024 : Les dynamiques d'un rapport complexe.....51-67

Aurelia Kihla BAMWAI (PhD)

Traditional classes of Sheey title holders in the Nso Fondom and their impact in post-colonial cameroonian society.....68-85

Aïcha PEMBOURA

Relations civilo-militaires et formation d'institutions démocratiques durables en Afrique : Une réflexion axée sur les pays du Sahel.....86-101

KACELLA Titus

Les Secrétaires Généraux de l'Assemblée Nationale dans la diplomatie parlementaire au Cameroun : Cas de Samuel Efoua MBOZO'O et Victor Yene OSSOMBA.....102-116

Ezéchiél SAWADOGO & Salif KIENDREBEOGO

La coopération bilatérale, moteur de développement du football au Burkina Faso (1970-2017).....117-132

ATSE Jeofroid

La Côte d'Ivoire dans le conflit angolais de 1975 À 2002.....133-148

Kouakou Roméo Yannick DAPA

Cerveau-esprit et réseaux sociaux : Une lecture neuropsychologique des enjeux des nouvelles modifications des algorithmes149-162

Abou DAPPAH

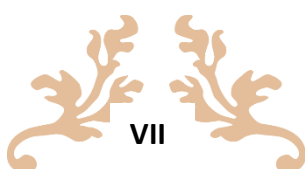
L'intérêt national dans la politique étrangère du Ghana : Un déterminant diversement apprécié sous Nkrumah et Rawlings.....163-178

Dr Hasan Yavuz & Dr DOUMBIA Ali & Dr DIAKITE Brahim

Le Parti de la Justice et du Développement (AKP) : Vecteur du dynamisme de la Turquie et de son influence en Afrique Subsaharienne (1998-2017).....179-196

Arnaud Noel VOULA EMVOUTOU

Les cercles concentriques des turbulences de la géopolitique d'Israël en Afrique : Grammaire d'une théorie de l'incertitude complexe.....197-213



Cyrille Aymard BEKONO

Libre circulation des personnes et intégration sous-régionale en Afrique Centrale : Le cas des universitaires (de l'UDEAC à la CEMAC).....214-228

MOKAM David

Les accords de Londres du 20 Juillet 1922 et le mandat de la Société des Nations (SDN) sur le Cameroun et le Togo sous administration française.....229-241

DIBY Kouadio Jean

La chute du Chancelier Otto Von Bismarck et l'exacerbation des rivalités politiques en Europe (1890-1914).....242-254

Donatien SOKOU

Recrudescence des accidents de circulation au Bénin : Eléments d'analyse pour une sociologie des déviances.....255-268

Guy Christophe ELOUNDOU ONGUENE

Injonction paradoxale schizophrénique en santé communautaire dans un territoire subsaharien : Théorie d'une double contrainte dans les pratiques biomédicales.....269-284

Lamine MANSARÉ & Sidiki KOUROUMA

Mares et communauté maninkas de Baro et de Huré -Kaba en Guinée.....285-297

Ilyass SINA DOUNHOUIROU

Le phénomène talibé à Djougou: Une tendance en pleine expansion..298-310

KOFFI N'GBOTTI RICHARD

Le Chemin de Fer dans les mutations socio-économiques du Moronou Ouest (1908-1945).....311-324



LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE CONFLIT ANGOLAIS DE 1975 À 2002**ATSE Jeofroid**

Département d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan

Email : geotse@gmail.com

Résumé

Les rapports existants entre les États du monde sont le résultat de divers intérêts et dépendent de la simple appréciation des dirigeants. Les relations entre la Côte d'Ivoire et l'Angola sont loin de respecter la norme. De l'analyse des faits et actions ayant animé cette relation, tout porte à croire que l'Angola a subi l'influence de la diplomatie ivoirienne du président Houphouët-Boigny à Laurent Gbagbo. Cette réflexion se propose de faire une analyse concise des actions majeures de la diplomatie ivoirienne qui ont favorisé cette relation avec l'Angola. Pour y arriver, la méthodologie a conduit à la collecte des informations dans les centres de documentation avant de les exploiter. De l'analyse de plusieurs informations, nous sommes amenés à affirmer que les relations bilatérales entre la Côte d'Ivoire et l'Angola sont le fruit de la médiation ivoirienne dans la crise angolaise de 1975 à 2002.

Mots-clés : relation bilatérale, Angola, diplomatie, Côte d'Ivoire

Abstract

The relationships that exist between the countries of world are the result of diverse interests to get and particularly depend on the simple appreciation of the rulers or leaders. The friendship between Ivory Coast and Angola does not respect that standard from a far. To be true, in the analysis of the facts and actions that guided and are still guiding that particular relationship. Everything seems to say that Angola has undergone the influence of the ivoirian diplomacy of from president Felix Houphouët-Boigny to Laurent Gbagbo. This work a brief analysis of the major actions of the ivoirian diplomacy that compels Angola in that state friends ship. To get to that point, the methodology led us to collect information from the document centers before using then. From several information analysis, we can assert that the bilateral relations between Ivory Coast and Angola are the result of the ivoirian mediation in the Angolan crisis from 1975 to 2002.

Key words : bilateral relationship, Angola, cooperation, diplomacy, Côte d'Ivoire

Introduction

La Côte d'Ivoire et l'Angola sont deux pays africains géographiquement éloignés¹ dont les liens d'amitié suscitent un intérêt au regard des faits et actions qui ont animé cette coopération. La signature de l'accord de coopération² entre les deux pays pose un défi d'analyse de taille³. Pour comprendre donc cette relation bilatérale, il convient de réfléchir sur la manière dont elle avait été signée. Bien vrai que les informations sont abondantes à propos de cette relation, mais notre analyse veut accorder une attention particulière aux origines, aux actions des acteurs pour apporter un éclairage nouveau sur le partenariat Côte d'Ivoire-Angola qui évolue en complexité. Partant de cet ensemble d'idées, par quels moyens la Côte d'Ivoire et l'Angola arrivent-ils à maintenir leurs relations ?

L'année 1975 marque la proclamation de l'indépendance de l'Angola. Au lendemain de cette proclamation, le pays plonge dans une crise fratricide. Entre soutien et médiation dans la crise angolaise, la Côte d'Ivoire a favorisé la signature de l'accord de coopération entre les deux pays. Quant à l'année 2002, elle est marquée par la fin de la crise angolaise avec la mort de Jonas Savimbi. Dans le dénouement de cette crise angolaise, la Côte d'Ivoire a joué un rôle crucial par la rupture de son soutien à l'UNITA de Jonas Savimbi.

¹ La Côte d'Ivoire est un pays ouest-africain par contre l'Angola est situé dans la partie australe du continent

² Lire l'Accord général de coopération économique, scientifique, technique et culturelle entre la République de Côte d'Ivoire et la République Populaire d'Angola, fait à Yamoussoukro le 19 juin 1985

³ Cet accord é été signé en juin 1985 pourtant la Côte d'Ivoire était représentée sur le sol angolais en 1983

L'intérêt de cette réflexion est de mettre en lumière les raisons des relations ivoiro-angolaises et les actions politiques qui ont contribué à maintenir cette relation bilatérale. Certains écrits font croire à l'existence d'une coopération selon les normes internationales. Notre étude consiste à montrer qu'au-delà des normes prescrites, la relation entre la Côte d'Ivoire et l'Angola a été favorisée par la médiation ivoirienne dans la crise angolaise.

Pour atteindre cet objectif, nous avons consulté dans des centres de documentation des fonds d'archives. Il est question des centres de documentation du Ministère des Affaires Étrangères, de Fraternité Matin, la Maison de la Presse Abidjan. Ces documents contiennent des rapports sur la coopération entre les deux pays, les discours de cérémonies d'ambassadeurs, Ministre des Affaires Étrangères, Président République, Secrétaire Général de l'ONU, des rapports de missions diplomatiques, des activités d'ambassades, des articles en ligne. Ces sources émanent des acteurs et des structures en charge de cette relation amicale entre la Côte d'Ivoire et l'Angola

Le rapprochement des informations nous amène à porter la réflexion sur trois (3) pistes à savoir, l'implication de la diplomatie ivoirienne dans la crise angolaise sous le président de Houphouët-Boigny, la continuité de l'influence du soutien sous le président Henri Konan Bédié pour terminer avec la diplomatie salvatrice sous Laurent Gbagbo faveur de l'Angola.

1. LA MÉDIATION DU PRÉSIDENT HOUPHOUËT EN ANGOLA

L'orientation de la diplomatie ivoirienne initiée par le Président Houphouët-Boigny au lendemain de l'indépendance répondait à des considérations politiques caractérisées par une logique de représentation de la politique du bloc capitaliste mais aussi de l'ambition politique de la diplomatie ivoirienne en Afrique. Pour suivre la logique des faits, cette partie se consacre sur la raison profonde de la médiation du Président Houphouët-Boigny dans la guerre d'Angola (1.1) de même que ses actions de paix à sens variable qui confortent l'idée d'une ambition politique (1.2).

1-1-Les raisons de la médiation ivoirienne dans la crise

À la recherche des motifs de l'intervention du Président Houphouët-Boigny dans la question angolaise, deux faits attirent l'attention. De l'action du Président ivoirien, il ne reste que des indices permettant de connaître les tenants et aboutissants du dossier angolais.

De toute évidence, la guerre, qui éclatait en Angola en 1975, était dans une période aussi sensible de confrontation idéologique. En effet, c'était la période de la « Guerre froide (1947-1989) » et cette guerre d'Angola était abusivement une confrontation « Est-Ouest » où chaque bloc cherchait à affirmer sa suprématie sur le continent africain par personne interposée. Selon Amadou Koné (2003, p.178), le Président Houphouët-Boigny qui avait choisi dès 1960 le camp de l'Occident et prétendait être en Afrique subsaharienne, le parangon de la lutte anti-communiste, ne se fait pas prier par ses « Parrains ».

Aussi, la riche expérience et parfaite connaissance des questions brûlantes et le prestige international du Président Houphouët-Boigny, ont

fait de lui le pion de l'Occident dans la crise angolaise. Ainsi, suite à l'approbation du mandat à lui accorder par les Américains et Soviétiques sur la question angolaise, le Président Houphouët-Boigny devenait-il officiellement en 1988, le médiateur exclusif des négociations de paix en Angola selon la *Lettre d'Afrique* N° 19/88, p.1.

En effet, c'est dans un communiqué publié à Londres, le 4 mai 1988, qu'il était convenu d'une réunion de « suivi » qui aura lieu dans un pays africain « dans un proche avenir, il s'agissait de la Côte d'Ivoire (*Lettre d'Afrique* N°19/88, p.1). Par ailleurs, la mission confiée par Reagan et Gorbatchev⁴ au Président Houphouët-Boigny, était de tenter une réconciliation entre les « frères ennemis » du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), de l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) et du FNL (Front National de Libération de l'Angola) comme le mentionnait la *Lettre d'Afrique*, N° 19/88, p.1.

Dès lors, le Président Houphouët entre en ligne, disons dans l'arène du règlement du conflit angolais. Celui-ci, savait l'ampleur et la complexité de la tâche à lui confier par les « deux colosses ». Cependant, confiant de leur soutien, le Président ivoirien a tenté d'imposer des solutions dans les négociations avec plusieurs facettes.

Rappelons aussi, que le choix du Chef d'État ivoirien n'était pas fortuit. Il est au compte de la politique du dialogue qu'il avait lancé avec l'Afrique du Sud en novembre 1970 et à ses relations avec l'UNITA.

⁴ Il est à noter que, avant le communiqué de mai, le Président Houphouët-Boigny avait été sollicité en mars 1988 par l'Occident. C'est le Général Vernon Walters, de la part du Président Ronald Reagan et un vice-ministre du commerce extérieur de Gorbatchev qui viennent à Abidjan remettre un message personnel au Chef d'État ivoirien, (*Lettre d'Afrique*, N° 19/88, p.1)

On peut conclure que la médiation du Président Houphouët-Boigny dans la crise angolaise se situe dans le prolongement de la politique des Occidentaux à contenir le Communisme dans la partie australe de l'Afrique en particulier et tout le continent africain en général donc une médiation dictée.

Toutefois, on ne pourrait expliquer la manifestation d'un fait, d'un phénomène par un seul facteur. À la lumière de cette idée, il est à noter que si le Président Houphouët-Boigny a été favorable à la demande de l'Occident, évidemment, parce que celui-ci avait une idée à développer.

C'est ce que nous appelons a diplomatie de crise qui s'apparente un impérialisme⁵ dans le conflit angolais. À propos, l'ambition personnelle du Président Houphouët-Boigny liée à son engagement dans la question angolaise était un souci d'équilibre des forces⁶. À ce niveau, la caution du camp occidental l'amène à se battre pour faire respecter les décisions par les antagonistes.

Certes, l'environnement des conflits contraint souvent les hommes politiques à adopter des positions partisans et le président ivoirien n'avait pas échappé pas à cette tradition.

Alors pour Houphouët-Boigny, c'était plus qu'un un défi pour la diplomatie ivoirienne de réaliser l'exploit de réconcilier les Angolais.

⁵ Nous qualifions 'd'impérialisme ivoirien, l'altruisme conditionnel de la Côte d'Ivoire et les actions du président Houphouët dans la crise angolaise.

⁶ Le MPLA avait le soutien des Soviétiques et des Cubains. Pour Houphouët-Boigny, il fallait soutenir l'UNITA pour rééquilibrer les forces en présence. Et cela tout en étant médiateur dans ce conflit, cela lui permettait d'imposer sa vision dans le règlement du conflit (Communiqué N°8/EMG/88 du 30/01/88, relatif à la poursuite de la campagne militaire de l'UNITA contre le régime de Luanda soutenu par les Russes et les Cubains).

L'Angola en guerre, la Côte d'Ivoire décide donc d'apporter son expertise en diplomatie de crise pour une sortie de crise vue sa maîtrise du dossier. Les moyens pour atteindre l'objectif, Houphouët-Boigny en disposait. C'est ainsi que la Côte d'Ivoire a anticipé sur l'établissement des relations diplomatiques.

En effet, encore dans le feu de l'action, la Côte d'Ivoire a ouvert en 1982⁷ le plus rapidement prévu une « représentation permanente », c'est-à-dire un bureau de représentation dans le cadre des négociations de paix. En réalité, c'était un poste avancé diplomatique car à cette date aucun accord n'existait ou n'officialisait les relations diplomatiques entre les deux pays. Cet état des faits vient donner plus de sens à ce concept « d'impérialisme ».

Au tracas d'un rééquilibrage des forces en présence en Angola, cela constituait pour Houphouët-Boigny : « Une indignation profonde devant la capacité des pays africains à régler par eux-mêmes une crise africaine. Il trouvait inadmissible que des voix de ce continent ne soient ni prises en compte, ni écoutés, qu'aucune chance ne soit ainsi donnée à une solution africaine », confère (Frédéric GRAH MEL, 2010, Tome 3, p.52)

Afin de pallier à cette indignation de l'Afrique face à la crise angolaise, Houphouët-Boigny se veut être la voix autorisée pour trouver une solution à l'africaine à un problème africain. La rage continuelle qu'il avait de cette situation lui donnait l'obligation d'imposer sa « diplomatie de crise ». Était-il fondé cet objectif d'équilibrer les forces en Angola ?

⁷ Jean Marie KACOU Gervais était le premier Ambassadeur de la Côte d'Ivoire près de la République Populaire d'Angola, lire le Compte rendu de la visite d'adioux de S.E.M. Jean Marie Kacou Gervais aux autorités angolaises à Luanda du 30 juillet au 7 août 1993.

Également, au-delà de ces raisons évoquées, on y ajoute une autre s'ajoute comme le précisait John Marques cité par Frédéric Grah Mel (2005, p.131) :

Ce pays était à l'époque, l'un des principaux producteurs de café en Afrique Centrale, la Côte d'Ivoire était le premier producteur de cette denrée en Afrique. Le Président Houphouët croyait fermement que l'union entre la Côte d'Ivoire et l'Angola dans un front pour la production et la commercialisation du café serait largement bénéfique pour les deux pays.

La thèse de John Marques relève ici l'intérêt économique comme étant l'une des raisons de la grande vision panafricaniste de Houphouët-Boigny.

Au total, au regard de la mission assignée à la diplomatie ivoirienne, celle de se mettre au service des autres pays amis, par le renforcement des liens, la recherche de la paix à travers le dialogue, le président Houphouët-Boigny s'est fait une image imposante dans le règlement du conflit angolais. Tout porte à croire que si le président Houphouët-Boigny a réussi à s'imposer sur la scène continentale et internationale, cela était à l'image de la représentation de la politique l'Occident d'endiguer le Communisme en Afrique.

1-2- Les actions du Président Houphouët-Boigny en faveur de la paix en Angola de 1975 à 1993

Le choix porté par les autorités russes et américaines sur le Président Houphouët-Boigny pour les négociations de paix en Angola ne fut pas fortuit. Certes, l'homme avait une

ambition personnelle, cependant homme de paix qu'il est avant tout, il avait une connaissance du dossier angolais que tout autre en Afrique subsaharienne.

Selon Essy Amara, tout commence dans les années 1960, quand le Président Houphouët reçoit la visite de Messieurs Jonas Savimbi, Roberto Holden et un frère d'Agostino Neto, nationalistes angolais. Ils étaient venus demander au Président Houphouët-Boigny de les aider à convaincre le Portugal d'accorder, de manière pacifique, l'indépendance. (Marc Aïko ZIKE 1994, p.103). Et c'est depuis cette demande que le Président Houphouët s'est préoccupé de la recherche de la paix en Angola.

En stipulant « qu'il y a plus de mérite à faire la paix qu'à faire la guerre » (Marc Aïko ZIKE, 1994, p.102) : le Président Houphouët-Boigny s'est engagé avec certains, Chefs d'États africains à convaincre le Portugal d'accorder l'indépendance à l'Angola. Chose difficile à accepter par les Portugais car c'était la période de la guerre froide et le Portugal craignant de voir ses colonies passer dans le camp de l'Est, refusa la plaidoirie.

Par la suite, en 1974 lorsque l'armée portugaise venait de mettre fin au régime fasciste de Salazar, l'UNITA prend alors attache avec le Président Houphouët-Boigny afin de bénéficier de conseils pour la suite de la lutte anticolonialiste selon Hervé BOURGES et Claude WAUTHIER (1971 tome 2, p.412). Celui-ci leur faisait savoir : « Dans la situation qui est la vôtre, il ne faut surtout pas négocier en ordre dispersé. Vous devez d'abord parvenir à des accords entre vous » (Frédéric GRAH MEL, 2005, p.128).

L'application à la lettre de ce conseil a favorisé la signature de deux

accords⁸ entre Agostino Neto (MPLA), Roberto Holden (FNLA) et Savimbi (UNITA).

À la suite de la démarche de former un front commun par les trois mouvements angolais, Houphouët-Boigny avait envoyé l'Ambassadeur ivoirien Siméon Aké, en poste aux Nations Unies prendre contact avec les dirigeants d'Afrique Centrale et de l'Est (Frédéric GRAH MEL, 2005, p.129).

Et le choix était porté sur le Président Jomo Kenyatta du Kenya comme médiateur avec le Portugal. Les résultats de cette médiation furent un échec contre toute attente, s'en est suivit une lutte armée entre les trois mouvements à l'approche de la proclamation de l'indépendance.

Tenant compte de l'amitié et de sa stature internationale, Houphouët-Boigny avait sollicité le Général De Gaulle de convaincre le Portugal à accepter la requête d'indépendance de l'Angola, relate Marc Aïko ZIKE, (1994, p.103). Ce faisant, la guerre de libération engagée par les trois mouvements avait convaincu le Portugal à céder.

Mais, aussitôt l'indépendance proclamée le 11 novembre 1975 que s'est déclenchée une guerre civile entre le MPLA et l'UNITA⁹. Vu la logique de sa démarche dans la résolution des conflits dont le dialogue était pour lui, une arme puissante en pareille situation, Houphouët-Boigny n'était pas resté pas en marge dans la gestion du conflit.

À propos, la guerre fratricide angolaise au lendemain de

l'indépendance a connu des interruptions grâce à l'intervention du Président Houphouët. Notons qu'après avoir accepté officiellement la mission de médiateur en mai 1988 dans le conflit angolais, le Président Houphouët-Boigny avait engagé une offensive de paix qui a porté des fruits.

En mars 1988, le Président ivoirien avait préparé une rencontre à Abidjan entre Roberto Halden et Jonas Savimbi. Elle a échoué pour des raisons moins connues (*Lettre d'Afrique*, n° 19/88, p.1). Dans la même logique, après le rejet de la proposition de cessez-le-feu du 30 janvier 1989, l'UNITA a déclaré une "offensive générale" le 8 février 1989 contre les forces gouvernementales angolaises.

Elle n'aura pas lieu, car la diplomatie secrète de la Côte d'Ivoire venait une fois de démontrer son utilité comme le précise Auguste MIREMONT (*Frat Mat*, n°7307, 1989, p.2) en ces lignes :

Réuni sous la direction du Président Jonas Savimbi, le 10 février à Jamba, (le bureau politique de l'UNITA) avait procédé à "un examen minutieux d'un message reçu la veille du Président Houphouët-Boigny" dans lequel ce dernier "prie l'UNITA d'arrêter son offensive générale".

Reconnaissant envers le Président Houphouët-Boigny, les responsables de l'UNITA l'ont remercié « pour son attachement à la cause de la paix en Angola et ordonné aux "forces armées de regagner leurs positions d'avant le 6 et 8 février à compter du 15 février 1989 à minuit » comme le fait remarquer Auguste MIREMONT (*Frat Mat*, 1989, p.32).

La cessation des combats par l'UNITA montre aussi la preuve tangible du respect et la confiance que

⁸ Un accord signé à Kinshasa en octobre et un autre en Mexico en décembre de la même année 1974.

⁹ Proclamation à Luanda de l'indépendance par le Haut-Commissaire portugais. Deux Républiques nationalistes rivales naissent par la suite. La « République Populaire d'Angola » à Luanda par le MPLA et la « République Populaire Démocratique d'Angola » à Huambo par l'UNITA

vouait ce mouvement au Président Houphouët.

Rappelons aussi que durant la guerre de résistance à l'occupation soviéto-cubaine, l'UNITA avait fait plusieurs prisonniers de différentes nationalités. Et c'est grâce à l'intervention de Félix Houphouët-Boigny que l'UNITA les a libérés (Frédéric GRAH MEL 2005, p.130). En clair, c'était dans le mois d'août 1987, sur l'intervention personnelle du Président Félix Houphouët-Boigny auprès de Jonas Savimbi que deux pilotes cubains dont le lieutenant-colonel Manuel Rojas Garcia avaient été rapatriés depuis Abidjan à la Havane (Cuba) précise Auguste MIREMONT (*Frat Mat*, 1989, p.32).

Par ailleurs, à l'initiative et de manière discrète, le Président Houphouët-Boigny et certains Chefs d'États africains notamment le Président Zaïrois Mobutu Sesseko ont lancé le 22 juin 1989 une initiative de cessez-le-feu entre les "frères ennemis" angolais comme le stipule Saliou KONE, (*Frat Mat*, 1991, p.28). Cette initiative tenue au Zaïre aboutit à la signature d'un accord de paix, qui a été sans effet un mois plus tard pour des problèmes d'interprétation dudit accord par chaque camp. On ne peut en réalité limiter les actions du Président Houphouët-Boigny à celles-ci.

Retenons dans l'ensemble, si l'Angola a connu une relative période de paix, force est de reconnaître les actions de la médiation du Président Houphouët-Boigny. Bien vrai que le caractère discret de l'action diplomatique de la Côte d'Ivoire ne donne pas de saisir en profondeur tous les actes posés, au demeurant, certains ne pouvaient passer inaperçus.

De toute évidence, la relation d'amitié ivoiro-angolaise résulte du réalisme diplomatique orientée par le Président Houphouët-Boigny jusqu'à

1993. Pour nombre d'observateurs, cette diplomatie de crise n'a pas connu de rupture, mais elle va plutôt s'enfoncer sous le Président Bédié.

2-LA CONTINUITÉ DE LA MÉDIATION DE CRISE AVEC LE PRÉSIDENT BÉDIÉ (1993-1999)

Il est nécessaire de le rappeler, la médiation du Président Houphouët-Boigny dans la crise angolaise répondait à des considérations politiques caractérisées par une logique de représentation de la politique du bloc capitaliste mais aussi d'une ambition politique diplomatique de la Côte d'Ivoire en Afrique. Le 07 décembre 1993, Houphouët-Boigny a tiré sa révérence, laissant derrière lui le conflit angolais et un héritage à des "héritiers politiques" opposés.

Ainsi, pour combler le vide politique, au nom de l'article 11 de la Constitution ivoirienne de 1960 modifiée en 1990, Henri Konan Bédié anciennement Président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, accède au pouvoir afin d'assurer la continuité du mandat du Président défunt. Evidemment, c'est au cours de ce mandat intérimaire que l'Angola, pour rester dans la logique, celle de bénéficiaire de l'expérience ivoirienne à travers les consultations des « frères-ennemis » angolais, avait sollicité l'expérience du Président Bédié précise Nazaire BREKA, (*Frat-Mat*, 1994, p.20).

De toute vraisemblance, le motif de cette approche du Président Bédié ne pourrait être que le résultat impressionnant des consultations du Président Houphouët-Boigny pour la cause de la paix en Angola et en Afrique. Pour les autorités angolaises tout porte à croire que le successeur de Houphouët-Boigny pourrait mieux faire pour rétablir les relations jusque-là "mitigées" en mettant fin au

soutien accordé à l'UNITA. À ce point, la négociation du Président Bédié dans le conflit angolais remonte de l'audience accordée au chef de la diplomatie angolaise en mars 1994. Réellement, c'était le 16 mars 1994 que le Ministre des Relations Extérieures d'Angola avait été reçu par le Président Bédié rappelle Nazaire BREKA, (*Frat-Mat*, 1994, p.20).

Cet émissaire était porteur d'un message du Président Dos Santos à son homologue ivoirien. À sa sortie d'audience, M. Venancio De Mourra pouvait lâcher ceci :

Nous sommes venus informés le Président ivoirien de l'évolution des négociations de Lusaka. Vous savez que le gouvernement ivoirien a joué un rôle appréciable dans les négociations. Malheureusement compte tenu de l'intransigeance de certains de nos frères, on a pu honorer le contenu du protocole historique d'Abidjan ¹⁰, Nazaire BREKA, (*Frat-Mat*, 1994, p.20).

Et c'est pour trouver une formule pacifique autour de l'épineuse question de la paix en Angola que l'expérience du Président Bédié a été sollicitée. Même si le diplomate angolais n'osait pas le dire officiellement parce que doté d'un droit de réserve. On résume cette idée à la sollicitation du Président ivoirien pour les consultations en faveur de la paix en Angola. En réalité, c'est de cela qu'il s'agit, étant donné que le Président Bédié n'avait aucun rôle pendant les pourparlers d'Abidjan. Alors à quoi sert-il de l'informer ?

L'analyse qui suit les indices conforte l'idée. Notons à ce titre qu'après les élections présidentielles de 1992, d'après Nazaire BREKA, (*Frat Mat*, 1994, p.20), Dos Santos avait fait une offre à l'UNITA, celle de lui accorder des postes ministérielles, des gouverneurs provinciaux et mêmes des missions diplomatiques. Propositions auxquelles les responsables de l'UNITA n'avaient pas adhéré pas, et c'est pour trouver solution à ce problème que les pourparlers d'Abidjan ont été organisés qui furent encore un échec.

Alors, dans cette même logique de retour de la paix en Angola, des négociations de paix inter-angolaises sont prévues le 20 novembre 1994 à Lusaka (Zambie) comme l'affirme Nazaire BREKA, (*Frat Mat*, 1994, p.20). Afin de faciliter la tenue de la signature de l'accord de paix de Lusaka, le gouvernement de Luanda sollicite la personne du Président Bédié. Ainsi, s'inscrivant dans le cadre des négociations permanentes autour de la question de la paix en Angola, le Chef de l'État ivoirien pour montrer la bonne foi à la cause de la paix, reçoit en audience à Daoukro le 13 juin 1995, Jonas Savimbi, la racine du problème angolais rapporte Honorine Yaoua KOUMAN, (*Frat-Mat*, 1995, p.23).

Il revient à Jonas Savimbi de justifier cette audience en ces propos : « La paix est devenue une réalité » depuis le succès de la rencontre historique de Lusaka ¹¹ notamment suite au cessez-le-feu observé sur le terrain, le déploiement progressif des forces de l'ONU, en attendant le désarmement des soldats de l'UNITA.

¹⁰ Il s'agit bien des pourparlers de paix pour l'Angola tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire du 12 au mai 21 1993

¹¹ Rappelons que le premier protocole de paix dans la capitale zambienne intervient après l'échec de celui d'Abidjan en 1993, Eugène KADET, (*Frat Mat*, n°9199, 14 juin 1995, p.24).

Et c'est cette « bonne nouvelle » qu'il était venu annoncer au Président Bédié, d'après Honorine Yaoua KOUMAN, (*Frat-Mat*, 1995, p.23). Devenu homme de confiance des Angolais, le Président Bédié n'a cessé de recevoir les protagonistes d'une manière ou d'une autre. Des rencontres secrètes aux audiences officielles, le Président Bédié n'a ménagé aucun effort pour jouer son rôle de médiateur. En effet, au regard de l'idée du leader de l'UNITA, qui soutenait avoir rencontré le Chef de l'État ivoirien à la veille de l'accord de Lusaka II, nous sommes amenés à croire qu'il était question d'une rencontre privée pour des conseils avant les négociations de Lusaka II.

Il va loin pour dire, « Il était donc normal que je le tienne informé de la situation actuelle marquée par l'amorce du processus de paix et de stabilité et notre future présence dans les rouages de l'État » angolais comme pouvait le mentionner Honorine Yaoua KOUMAN, (*Frat-Mat*, 1995, p.23). On saisit aisément l'influence du Président Bédié et le respect à lui accorder par Jonas Savimbi.

Précisons aussi que le Président Bédié fut le deuxième Chef d'État à recevoir Jonas Savimbi officiellement¹² depuis la reprise de la guerre civile en Angola en octobre 1992. Par ailleurs, lorsqu'il s'agissait d'intervenir dans le dossier angolais, le Président Bédié par manie essayait de se tailler une bonne image aux yeux des protagonistes afin d'éviter tout soupçon. Ainsi dans la vision de négociations inter-angolaises, le Président Bédié recevait-il deux émissaires angolais quelques années après Lusaka II.

¹² Jonas Savimbi a été reçu à Yamoussoukro par le Président Bédié le 28 avril 1995. Les deux hommes ont fait le point sur la rencontre de Lusaka I. lire Honorine Yaoua KOUMAN, *Frat-Mat*, n°9154, 18 avril 1995 p.23

La raison de ces nouvelles consultations résidait dans les points de divergences survenues entre les "frères-ennemis" angolais sur les décisions de l'accord de Lusaka II. En effet, c'est le 13 janvier 1997 que le Président Bédié a reçu à nouveau M. Johnny Edouardo Pinnock, émissaire de Dos Santos relate Nazaire BREKA, (1997, p.7).

À propos, cette visite aurait pour but d'informer le Chef de l'État ivoirien de la situation sociopolitique qui prévalait en Angola. Dans les faits, il était prévu la proclamation de la formation d'un gouvernement d'union et de réconciliation nationale le 25 janvier « mais il y encore de petits détails que nous sommes en train de voir ensemble UNITA et pouvoir » disait l'envoyé de Dos Santos à sa sortie d'audience rapporté par Nazaire BREKA, (1997, p.7). En réalité, les points d'achoppements se situaient au niveau de la composition du futur gouvernement de sortie de crise.

En effet, il était promis à Jonas Savimbi le poste de vice-président. Mais contre toute attente, celui-ci avait refusé et s'est proposé d'être le conseiller du Chef de l'État angolais. Cette proposition était aussi impossible pour Dos Santos, dans la mesure où les forces armées de l'UNITA tenaient leurs positions malgré l'accord de Lusaka¹³.

Accepter une telle décision, serait se livrer à la mort vu la force de frappe de l'armée de Savimbi, et c'est justement pour régler ce litige que les conseils du Président Bédié étaient les bienvenus. À M. Johnny Edouardo de confirmer cette analyse en ces termes : Le Président Dos Santos m'a justement envoyé auprès de son frère, le Président Henri Konan Bédié qui a

¹³ La région diamantifère de l'Angola était sous contrôle de l'UNITA, Nazaire BREKA, (1997, p.7).

de l'expérience pour nous montrer la voie à suivre.

Nous sommes disposés à tenir compte des conseils du Président de la République de Côte d'Ivoire pouvait écrire Nazaire BREKA, (1997, p.7). Sensible à la demande du gouvernement angolais, le Président Bédié a usé de toute son influence et son expérience pour ramener Savimbi à la raison. Cette idée se perçoit à l'analyse du contenu du message d'un émissaire de l'UNITA, reçu par le Président Bédié.

À vrai dire, le Président Bédié avait reçu un mois plus tard, le 13 février 1997, un émissaire de Savimbi en la personne de M. Sakala Alcide, Secrétaire aux Affaires Étrangères de l'UNITA pouvait laisser entendre « le bilan est largement positif et incite à l'optimisme » (N. BREKA, 1997, p.16).

Pour M. Sakala, l'UNITA avait accepté de participer au gouvernement d'union nationale, il lui fallait tout de même un minimum de point commun. Il le dit en ces termes : « Nous voulons que ce gouvernement d'union nationale se fasse sur des bases solides. Il nous faut définir les grandes orientations du gouvernement pour éviter toutes difficultés après » précisait Nazaire BREKA, (1997, p.16).

Plus loin, M. Sakala émet les réserves de l'UNITA sur ce gouvernement « Nous sommes prêts à participer à ce gouvernement. Mais pour l'heure, nous avons des petits problèmes à régler ».

Il revenait au Président Bédié, face aux deux protagonistes, de trouver la solution idoine pour régler définitivement le problème de formation de gouvernement.

Dans une telle situation de dilemme politique, la position de neutralité et du mutisme politique sont monnaie courante mais le Président Houphouët-Boigny avait été jusqu'à sa mort, l'un des "Pères

spirituels"¹⁴ de Jonas Savimbi et le Président Bédié son successeur a maintenu le lien ombilical de soutien.

Au total, malgré les multiples consultations sous l'égide du Président Bédié et aussi de la confiance placée en lui par les autorités angolaises, les négociations n'ont pas porté leurs fruits escomptés même si celui-ci était en identité de vue avec Dos Santos. Dans les faits, la liberté de circulation, l'asile, les faveurs accordées, le soutien voilé à Jonas Savimbi et les éléments de l'UNITA par la Côte d'Ivoire ont primé sur la recherche de paix en Angola.

Alors, bien vrai que le Président Bédié n'affichait pas une position officielle de soutien à l'UNITA pour les responsables de ce mouvement, la Côte d'Ivoire était un allié solide : « La Côte d'Ivoire a apporté beaucoup au peuple angolais qui lui est reconnaissant. Nos relations sont excellentes et solides » rapportait Nazaire BREKA, (1997, p.16).

Force est de constater l'assurance totale des responsables de l'UNITA, vu les liens d'amitié historique noués avec les autorités ivoiriennes. La diplomatie ivoirienne dans son influence sous le président Bédié, était la locomotive de l'UNITA dans la crise angolaise. Plutôt que de se préoccuper de la résolution de la crise angolaise, la diplomatie ivoirienne a préférée maintenir les liens d'amitiés avec l'UNITA afin de faire peser son poids politique.

On peut aisément remarquer les stratégies de la diplomatie ivoirienne à maintenir ses relations avec l'Angola. Cependant, cette médiation de crise à double facette a-t-elle résisté au temps à l'avènement au pouvoir du régime Gbagbo ?

¹⁴ Le Roi Hassan II du Maroc, Mobutu du Zaïre ont aussi soutenu Jonas Savimbi.

3-UNE DIPLOMATIE IVOIRIENNE SALVATRICE EN ANGOLA SOUS LE RÉGIME GBAGBO (2000-2002)

Pour rappel, l'influence de la diplomatie ivoirienne en Angola était marquée par un soutien masqué à Jonas Savimbi et certains responsables de l'UNITA de la part des autorités ivoiriennes. Abidjan avait servi de base à l'UNITA pour planifier ses voyages en Afrique et même à l'international. À partir de l'an 2000, s'ouvre en Côte d'Ivoire une nouvelle ère à l'avènement d'un nouveau régime politique conduit par le Président Laurent Gbagbo.

Ce nouveau régime constituait un pilier solide pour les autorités angolaises. Des actions fortes de ce nouveau régime, viendra la fin des activités de l'UNITA en Côte d'Ivoire de même que la crise angolaise en 2002.

3-1-La chute du mur de méfiance entre la Côte d'Ivoire et l'Angola (2001)

Pour bon nombre d'observateurs, avec le nouveau régime politique ivoirien, finie la page d'un pays favorable à une rébellion armée contre un régime démocratiquement élu. Car, les nouvelles autorités ivoiriennes ont affirmé le soutien de la Côte d'Ivoire aux autorités légitimes en Afrique. En effet, cette position affichée par le régime Gbagbo a permis d'ouvrir une nouvelle ère dans les relations entre la Côte d'Ivoire et ses pays amis plus particulièrement l'Angola.

D'une influence diplomatique de soutien à un mouvement rebelle, on est passé à une diplomatie de rapprochement de régime qui a mis fin à la crise angolaise. Sans réserve, l'année 2001 a été l'année du renouveau dans les relations Côte d'Ivoire-Angola.

En effet, le coup accélérateur de la rupture entre la Côte d'Ivoire et l'UNITA fut la visite d'État du Président Laurent Gbagbo en Angola du 28 au 30 mai 2001 (Mohamed FANA, (2001, p.23).

Cette visite historique selon un rapport du Ministère des Affaires Étrangères, (Procès-verbal, 2001, p.1-3) avec une délégation de 60 personnes s'inscrit dans le cadre des relations inter-États, relations désormais vues à travers les normes internationales et un prisme nouveau. Par ailleurs, le temps fort de cette visite a été l'intervention du Président Gbagbo devant les parlementaires angolais et diplomates africains accrédités en Angola. « Plus jamais la Côte d'Ivoire ne servira de base à un quelconque mouvement pour déstabiliser l'Angola », annonçait-il (Mohamed FANA, 2001, p.23).

Au bout de cette intention de portée diplomatique se trouvait le sort de Jonas Savimbi et ses éléments en Côte d'Ivoire. Par cette déclaration, en réalité, Laurent Gbagbo venait de prendre position sans ambiguïté et d'affirmer la position de la Côte d'Ivoire nouvelle face au conflit angolais qui ne fait que durer des années.

Cette décision saluée par les parlementaires angolais venait au moment opportun dès lors qu'on constate la triste réalité des échecs des nombreuses négociations de paix entre le pouvoir et la rébellion angolaise.

Il est évident que la coopération ivoiro-angolaise était désormais basée sur la confiance et la vraie amitié. Cette idée s'observe quand le Président Laurent Gbagbo disait : « Nous sommes pour l'application des résolutions de l'ONU » (Mohamed FANA, 2001, p.23). Pour le Président ivoirien, la position de la Côte d'Ivoire s'inscrivait dans la logique du respect

de la charte de l'OUA et des résolutions de l'ONU.

On se rappelle encore des nombreuses résolutions de sanctions de l'ONU contre l'UNITA¹⁵ et les interpellations des autorités ivoiriennes d'avant, sur l'application de ces sanctions¹⁶. Mais elles sont restées sans aucun véritable impact. Alors, pour Laurent Gbagbo, il faut appliquer ces sanctions contre l'UNITA.

Aussi, bien avant l'intervention de Laurent Gbagbo, il était revenu au Président du parlement angolais M. Roberto Dalmeida de plaider « en faveur d'une coopération renouée et adaptée aux réalités du cœur et l'esprit avec la Côte d'Ivoire » rapporte Mohamed FANA, (2001, p.23) Il va loin pour renchérir « l'heure a sonné pour que Luanda soit disposé à multiplier les échanges avec Yamoussoukro désormais gouvernée autrement depuis 2000 » d'où la nécessité de signer des accords pour renforcer la coopération bilatérale.

En outre, cette visite d'amitié et de travail du Président Laurent Gbagbo en Angola était suivie d'une séance de travail entre les deux pays.

La séance de travail entre les deux délégations se résumaient en 6 points et concernent le renforcement de la coopération dans une vision d'avantages mutuel (Mohamed FANA, 2001, p.23).

Ainsi, donc les autorités avaient décidé d'améliorer la coopération ivoiro-angolaise dans plusieurs

domaines¹⁷, tout en laissant aux organes compétents des deux pays, le soin de matérialiser cette intention. Alors, c'est dans l'optique de matérialiser ces accords nouvellement signés entre les autorités ivoiriennes et angolaises que l'UNITA a été expulsée du sol ivoirien.

Finie donc cette Côte d'Ivoire qui avait longtemps servi de base stratégique à l'UNITA dans la planification des opérations à caractère diplomatique. Les relations d'homme à homme qui avaient primé pendant un quart de siècle sur les relations d'État à État étaient ainsi "grippées". Les données ont changé dans le contexte politique et diplomatique de la Côte d'Ivoire.

Tout laisse à croire que 2001 fut une année importante dans l'histoire des relations bilatérales ivoiro-angolaises à la faveur de la visite du Président Gbagbo. Plus que jamais soit fermée la triste parenthèse des relations entre ces deux pays et à penser à une nouvelle page, fidèlement attaché au protocole de Lusaka (1994) pour l'Angola.

De toute évidence la Cote d'Ivoire par les actes historiques maintenait sous une autre forme, sa médiation diplomatique en Angola sous le président Gbagbo.

¹⁵ Ministère d'État, Ministère des Affaires Étrangères, accusé de réception N°715 MAE/IACI-7/Du du 02 février 2002

¹⁶ Message de la Mission permanente de Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies – New York pour le Ministère des Affaires Étrangères, portant sanctions contre l'Angola, SCA/2/99/2/ du 27 janvier 1999.

¹⁷ Il s'agit du domaine de la défense (coopérer dans le domaine technico-militaire) ; intérieur (domaine de la sécurité et l'ordre public), pétrole (l'exploitation des capacités de raffinage du pétrole en Côte d'Ivoire) ; pêches (domaine des pêches) ; agriculture (trouver les voies et moyens pour matérialiser la coopération dans ce domaine) et échanges entre hommes d'affaires (les modalités de la coopération entre hommes d'affaires des deux pays) lire Procès-verbal de la séance de travail entre le gouvernement d'Angola et le gouvernement de Côte d'Ivoire, fait à Luanda le 30 mai 2001, p.1-3

3-2-La nouvelle vision de la diplomatie ivoirienne : le glas de l'UNITA en Côte d'Ivoire

On peut l'affirmer, l'identité de vue sur les questions brûlantes du continent africain entre Laurent Gbagbo et Dos Santos était le socle de la coopération ivoiro-angolaise à partir de l'année 2000. Voir les pays africains établir des relations de confiance sur la base des principes politiques de l'OUA demeurait leur vision politique. Pour donner un sens à cette vision commune, les deux États avaient décidé de renouveler les relations longtemps grippées. Ainsi, la promesse faite par le Président Laurent Gbagbo dès son accession au pouvoir le 22 octobre 2000, celle de « commencer les relations d'amitié avec les pouvoirs élus démocratiquement » de même que celle faite aux autorités angolaises était donc en train de se concrétiser.

Pour donner du contenu et un sens aux liens d'amitié nouvellement conclu, une délégation angolaise conduite par le Ministre des Relations Extérieures M. Joao Bernardo Miranda avait séjourné en Côte d'Ivoire du 10 au 12 juin 2001¹⁸.

Pour joindre l'acte à la parole, un accord portant création d'une « grande commission ivoiro-angolaise » avait été signée » (Cyprien TIESSE, *Frat Mat*, 2001, p.16). Le but de cet accord était de renforcer les relations bilatérales dans tous les domaines, comme exprimé lors de la visite du Président Laurent Gbagbo en Angola.

Par ailleurs, le Ministre Joao Miranda a profité de l'occasion pour rencontrer certains Ministres

¹⁸Cette mission angolaise a eu des séances de travail avec les autorités ivoiriennes. À la fin, il a été décidé « d'explorer les voies capables de produire un effet, de promouvoir davantage la coopération bilatérale », Cyprien TIESSE, (*Frat Mat*, 2001, p. 16),

ivoiriens¹⁹ et biens d'autres personnalités.

À cet effet, affirmait l'AFP (Agence Française de Presse), un protocole d'accord technique dans le domaine de la sécurité et de l'ordre public a été signé (*Frat Mat*, 2001, p.16). Évidemment, c'est dans l'application de cet accord technique que les autorités ivoiriennes ont procédé au retrait des passeports ivoiriens détenus par les éléments de l'UNITA. En réalité, il était question de l'arrêt systématique d'attribution des passeports ou toute prorogation des anciens passeports des membres de l'UNITA ou de leurs familles.

Au Ministre Boga Doudou de marteler : « aucun élément de l'UNITA ne pourra détenir un passeport ivoirien », comme le rapportait l'AFP, (2001, p.16). Par la suite, le gouvernement ivoirien avait confirmé le retrait des passeports à certains responsables de l'UNITA²⁰.

On ne peut battre en brèche cette analyse dès lors que le responsable de l'UNITA en Afrique de l'Ouest M. John Marques Kakumba vivait en Côte d'Ivoire de 2000 à 2007²¹.

Alors que, l'exécution de la déclaration intempestive de Laurent Gbagbo avait contraint les éléments de l'UNITA à quitter la Côte d'Ivoire,

¹⁹Il s'agit des ministres de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi que celui de la Défense et la Protection Civile, et le ministre des Mines et Énergies, Cyprien TIESSE, (*Frat Mat*, 2001, p.16)

²⁰ À travers un communiqué rapporté par le MAE (2001, p. 4), des passeports de service délivrés à Messieurs : Sakaïta Surao de Monte-Negro : PS-AE/5547-94 du 03/12/1996 Pena Anatilde Nguera : PS-AE/5551-94 du 03/12/1996 Sataïta Aleluiah Chilalac : PS-AE/5552-94 du 03/12/1996 qui expirent fin 1999 et déposés pour leur prorogation auraient été retirés, lire Communication en Conseil des Ministres, 2001

²¹ Entretien avec Mohamed Fana Coulibaly, ex journaliste spécialiste de l'Afrique australe, le 15 aout 2019 à Daoukro

particulièrement Jonas Savimbi pour retrouver le maquis angolais. Sans être différent, à la question, l'Ambassadeur Dombélé M'bala de confirmer en ces mots : « Il a rallié le Mouvement d'Unification du peuple Angolais.

Il est ici en Côte d'Ivoire, nous nous retrouvons quelques fois » Abel DOUALY, (2002, p.17). Sans doute, le contexte politique international a contraint le Président Laurent Gbagbo à réorienter la diplomatie ivoirienne dans une vision plus claire qu'auparavant. Les relations d'État à État doivent désormais primer sur les relations d'intérêts.

Au total, en suivant de près le dénouement de la situation sociopolitique en Angola, on aboutit à l'idée selon laquelle, à l'avènement au pouvoir du Président Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, les relations ivoiro-angolaises longtemps "grippées" tendaient à retrouver la stabilité. Et cela grâce à la vision de deux personnalités qui étaient attachées à la question commune.

À tort ou à raison, la Côte d'Ivoire avait été citée auparavant de manière répétée et pointée du doigt dans les débats au Conseil de Sécurité de l'ONU concernant la guerre civile angolaise, avec le régime de Laurent Gbagbo, les choses avaient changé. Désormais, la diplomatie ivoirienne pouvait opérer dans la légalité et cela à son influence.

La réalisation de la promesse de la Côte d'Ivoire faite aux Angolais a sonné la fin des activités officielles exercées librement par l'UNITA en Côte d'Ivoire avec pour effets collatéraux la mort de Jonas Savimbi, et la fin de la crise angolaise après 27 ans.

CONCLUSION

Que retenir de cette parenthèse de l'histoire des relations bilatérales entre la Côte d'Ivoire et Angola ?

Les relations entre les États du monde sont basées sur la confiance et l'intérêt à gagner mutuellement. La coopération entre la Côte d'Ivoire et l'Angola est un cas atypique dans la mesure où on a remarqué l'activisme diplomatique de la Côte d'Ivoire en Angola durant la crise qu'a vécu ce pays de 1975 à 2002. Les interactions entre la variété d'acteurs, les manifestations ont complexifié cette amitié ivoiro-angolaise.

Sous le régime du PDCI (1960-1999), la Côte d'Ivoire était restée le fleuron de l'UNITA durant la crise angolaise. De toute évidence entre influence et ingérence, la Côte d'Ivoire sous le régime PDCI avait montré sa forte présence diplomatique qui finit par contraindre l'Angola à officialiser les liens d'amitié en 1985.

À l'avènement au pouvoir du FPI (Front Populaire Ivoirien) en 2000, la diplomatie ivoirienne avait réorienté ces actions envers l'Angola qui peinait à retrouver la paix. Entre les visites et la matérialisation des promesses, Laurent Gbagbo avait posé des actions salvatrices qui ont contribué à mettre fin à la guerre angolaise. La médiation diplomatique de la Côte d'Ivoire en Angola sous Gbagbo avait fini par renforcer les relations entre ces deux pays.

Somme toute, du président Houphouët au président Gbagbo et passant par le Président Bédié, la Côte d'Ivoire a su s'imposer dans la crise angolaise. Assurément les multiples actions à caractère diplomatique de la Côte d'Ivoire ont contraint l'Angola à maintenir et entretenir la coopération avec ce pays et cela à l'image de la forte emprise de la diplomatie ivoirienne sur l'UNITA et dans le

conflit angolais. Mieux, s'il existe une coopération ivoiro-angolaise, cela est au compte des actions des autorités ivoiriennes dans la crise angolaise.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Source orale

M. MOHAMED Fana Coulibaly, ex journaliste spécialiste de l'Afrique australe (de 1980 à 2005), ex chef de service du quotidien *l'Inter*, Entretien réalisé le 15 août 2019 à son domicile sis à Daoukro de 12h30 à 14h35

SOURCES D'ARCHIVES

ARCHIVES DU MINISTÈRE IVOIRIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Série AF3

- Bilan des activités de l'Ambassade au cours de l'année 2001, N°046 AMBACIA – 2/ns, du 31 janvier 2002.
- Accord général de coopération économique, scientifique, technique et culturelle entre la République de Côte d'Ivoire et la République Populaire d'Angola, fait à Yamoussoukro le 19 juin 1985
- Compte rendu de la visite d'adieux de S.E.M. Jean Marie Kacou Gervais aux autorités angolaises à Luanda du 30 juillet au 07 août 1993, fait à Abidjan le 09 août 1993.
- Message de la Mission permanente de Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies – New York pour le Ministère des Affaires Étrangères, portant sanctions contre l'Angola,

SCA/2/99/2/ du 27 janvier 1999.

- Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Étrangères, accusé de réception N°715 MAE/IACI-7/Ds du 02 février 2002
- Procès-verbal de la séance de travail entre le gouvernement d'Angola et le gouvernement de Côte d'Ivoire, fait à Luanda le 30 mai 2001.
- Rapport de mission, Ministre des Affaires Étrangères dans les pays africains membres du Conseil de Sécurité : étape de l'Angola (24-25 mars 2003) ; MAE/CAB-3/NCE/EM.
- Ministère des Affaires Étrangères (MAE), Procès-verbal de la séance de travail entre le gouvernement d'Angola et le gouvernement de Côte d'Ivoire, fait à Luanda le 30 mai 2001, Pp.1-3
- Ministère des Affaires Étrangères (MAE), Communication en Conseil des Ministres, 2001.
- Lettre d'Afrique, N° L.A. 19/88, p.1

Bibliographie

- BOURGES Hervé, WAUTHIER Claude, 1971, *Les 50 Afrique, Tome 2*, Paris, Seuil, 667p.
- GRAH MEL Frédéric, 2010, *Félix Houphouët-Boigny : la suite et la fin, tome 3*, Paris, Karthala, 614 p.
- GRAH MEL Frédéric, 2005, *Rencontres avec Félix Houphouët-Boigny*, Abidjan, *Frat-Mat* Éditions, 420p.
- KONE Amadou, 2003, *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 230 p
- ZIKE Aïko Marc, 1994, *La politique étrangère de la Côte d'Ivoire (1959-1993)*, Pékin, COPRECA Editions, 161 p.

Les articles de revues et de journaux

AFP, 2001, « Etranger » *Fraternité Matin*, n°10993, 27 juin, p.16

BREKA Nazaire, 1994, « Audience du Chef de l'Etat » in *Fraternité Matin*, n°8828, 17 mars, p.20

BREKA Nazaire, 1997, « Audience du Chef de l'Etat », in *Fraternité Matin*, n°9683, 24 janvier, p.7.

BREKA Nazaire, 1997, « Etranger », in *Fraternité Matin*, n°9682, 23 janvier, p.28

BREKA Nazaire, 1997, « Politique », in *Fraternité Matin*, n°9700, 13 février, p.16

DOUALY Abel, 2002, « Situation humanitaire en Angola », in *Fraternité Matin*, n°11273,

6 juin, p.17

FANA Mohamed, 2001 « Côte d'Ivoire – Angola », in *Fraternité Matin*, n°10972, 01^{er} juin,

p.23

FANA Mohamed, 2001, « Visite du Chef de l'État en Angola », in *Fraternité Matin*, n°10971, 31 mai, p.23

KONE Saliou, 1991, « Etranger » *Fraternité Matin*, n°7995, 31 mai, p.28

KOUMAN Yaoua Honorine, 1995, « Etranger » in *Fraternité Matin* n°9154, 18 avril, p.23

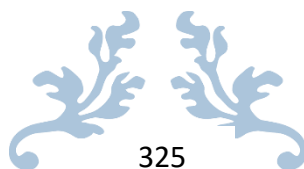
MIREMONT Augustin, 1989, « Angola », in *Fraternité Matin*, n°7307, 14 février, p.32

TIESSE Cyprien, 2001, « Etranger », in *Fraternité Matin*, n°10982, 14 juin, p.16

Numéro 016 Mars 2025
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°16 Mars 2025